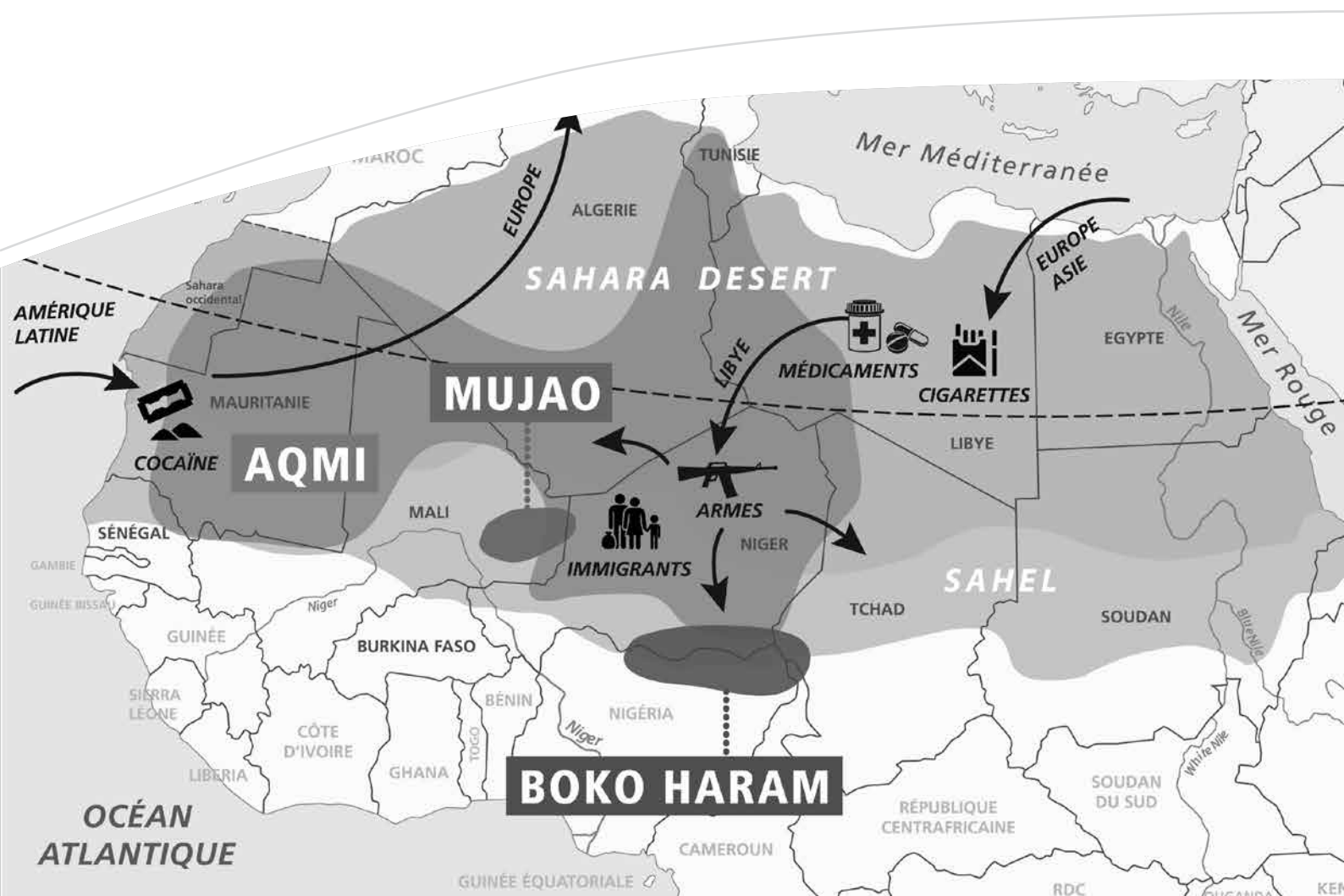


Serigne Bamba Gaye

Connexions entre groupes djihadistes et réseaux de contrebande et de trafics illicites au Sahel



Serigne Bamba Gaye

**Connexions entre groupes djihadistes
et réseaux de contrebande et de trafics
illicites au Sahel**

A propos de l'auteur

Dr. Serigne Bamba Gaye est expert-chercheur sur les questions de paix, sécurité et gouvernance en Afrique. Il a travaillé au Sénégal, au Canada et dans plusieurs organisations dont le PNUD. Il est titulaire, entre autres, d'un Ph. D en science politique délivré par l'Université Laval au Canada.

Mentions légales

Friedrich-Ebert-Stiftung, Paix et Sécurité
Centre de Compétence Afrique Subsaharienne
Point E, Boulevard de l'Est, Villa n°30
BP 15416 Dakar-Fann, Sénégal
Tél. : (+221) 33 859 20 02
Fax : (+221) 33 864 49 31
Email : info@fes-pscc.org
www.fes-pscc.org

© Friedrich-Ebert-Stiftung 2017

Conception graphique : Green Eyez Design SARL,
www.greeneyzdesign.com

ISBN : 978-2-490093-04-5

L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans l'autorisation écrite de la FES. « Les idées et thèses développées dans la présente étude sont celles de l'auteur et ne correspondent pas nécessairement à celles de la FES ».

SOMMAIRE

Remerciements	04
Liste des acronymes	05
Résumé	06
Introduction	07
I. Analyse du contexte	08
1.1. Le Sahel, une région aux trafics multiples	08
1.2. Le Sahel, une zone de rébellions	09
1.3. Les basculements géopolitiques au Sahel et leurs conséquences	10
II. Analyse des acteurs	13
2.1. Les réseaux locaux et transnationaux de la contrebande et du crime organisé	13
2.2. Les réseaux criminels djihadistes	15
2.3. Les acteurs étatiques : les forces de défense et de sécurité	17
III. Les réponses et stratégies des acteurs nationaux et régionaux face à la dégradation de la situation sécuritaire au Sahel	18
3.1. Les réponses nationales et régionales pour lutter contre le crime organisé et le terrorisme	18
3.2. La militarisation du Sahel pour contrer les nouvelles menaces sécuritaires	20
3.3. Les stratégies de survie et d'adaptation des groupes criminels et leurs impacts sur la situation sécuritaire et économique du Sahel	22
IV. Les défis à relever et les opportunités à saisir pour lutter durablement contre le crime organisé et le terrorisme au Sahel	23
4.1. Les défis à relever	23
4.2. Les opportunités à saisir pour lutter durablement contre le crime organisé et le terrorisme au Sahel	24
V. Conclusion et Recommandations	26
5.1. Conclusion	26
5.2. Recommandations	26
Notes	28
Bibliographie	29

REMERCIEMENTS

Cette publication est le résultat d'un travail scientifique rigoureux mis en place par le bureau Paix et Sécurité Centre de Compétence Afrique Subsaharienne de la Friedrich Ebert Stiftung (FES PSCC) pour réfléchir sur les interactions politico-économiques et conjoncturelles entre la criminalité organisée et les groupes terroristes dans le Sahel. L'objectif étant de contribuer à la proposition de nouvelles approches et réponses en matière de sécurité collective.

Nous voudrions formuler nos chaleureux remerciements à tous les experts qui ont activement participé à ce travail collégial avec leurs contributions pluridisciplinaires et plurisectorielles. La FES PSCC exprime sa profonde gratitude au Dr. Bréma Ely Dicko, Chef de département sociologie-anthropologie université des sciences humaines de Bamako et spécialiste des questions d'extrémisme violent et de migration au Sahel et à SEM Mamadou Diakité, Magistrat et ancien coordonnateur National du Programme Conjoint des Nations Unies pour la Promotion des Droits de l'Homme au Mali pour leur générosité dans le partage des connaissances et expériences dans le but de parfaire cette étude.

Un remerciement particulier et sincère est adressé au Dr. Serigne Bamba Gaye qui a rédigé en bonne et due forme cette publication conformément aux consignes de la FES.

M. Holger Grimm
Directeur du Bureau Paix et Sécurité
Centre de Compétence Afrique Subsaharienne
Fondation Friedrich Ebert

LISTES DES ACRONYMES

AGR	Activités génératrices de revenus
ALPC	Armes légères et de petit calibre
AQMI	Al Quaida au Maghreb islamique
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
COT	Criminalité organisée transfrontalière
EI	Etat islamique
FAMA	Forces armées maliennes
FMM	Force mixte multinationale
FARC	Forces armées révolutionnaires de Colombie
GAFI	Groupe d’action financière international
GIABA	Groupe intergouvernemental d’action contre le blanchiment d’argent
FDS	Forces de défense et de sécurité
GSPC	Groupe salafiste pour la prédication et le combat
HACP	Haute Autorité à la consolidation de la paix
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
MNLA	Mouvement national de libération de l’Azawad
OCT	Organisation criminelle transnationale
OTAN	Organisation du Traité de l’Atlantique Nord
PMA	Pays les moins avancés
MUJAO	Mouvement pour l’unicité du djihad en Afrique de l’Ouest
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
ONUDC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime

RÉSUMÉ

Le Sahel est confronté depuis plusieurs années à une série de menaces dont les plus emblématiques sont le terrorisme islamiste, les trafics illicites et la criminalité organisée. Ces menaces ont contribué à déstabiliser cette région et dans certains pays accentué la fragilité de l'Etat. Souvent, la faiblesse des institutions démocratiques et le rôle partiellement dysfonctionnel des forces de sécurité, le manque de stratégies sécuritaires au niveau national, l'insuffisance des ressources financières, ainsi que les intérêts contradictoires des divers acteurs empêchent la mise en place de structures de sécurité modernisées. Cette situation aggrave le climat d'insécurité et accentue davantage les risques d'instabilité non propice au développement socio-économique des pays de l'espace sahélien. C'est dans ce contexte que prospèrent également les réseaux de narco-trafiquants, qui essaient dans cette partie du continent à travers plusieurs axes transfrontaliers contribuant à déstabiliser la région du Sahel et à fragiliser la paix et la sécurité dans cette zone.

Des liens intrinsèques sont tissés entre les groupes terroristes et les réseaux du crime organisé qui collaborent pour faire prospérer leurs affaires. Ces réseaux se développent grâce à la complicité ou la participation d'acteurs locaux, qui tirent des bénéfices dans ces trafics illicites. Ces narco-trafiquants ont également des connexions avec les groupes djihadistes, qui contrôlent totalement ou en partie certains axes transfrontaliers. Il y a donc une véritable imbrication d'enjeux, d'acteurs, de réseaux dans le Sahel pour le contrôle des ressources locales et du narcotrafic dans des zones où l'Etat est faiblement représenté en termes d'administration et de forces de défense et de sécurité, voire quasi inexistant. Cette

juxtaposition des intérêts rend plus complexe la recherche d'une paix et d'une stabilité durables, car plusieurs dynamiques cohabitent dans un même espace avec des intérêts interconnectés.

Pour mieux comprendre les interactions entre ces différents groupes djihadistes et criminels au Sahel, il importe de saisir leurs dynamiques de fonctionnement et comment ils interagissent au gré de leurs intérêts circonstanciels.

La présente étude analyse aussi bien les causes que les aspects politico-économiques des connexions entre réseaux de contrebande et de trafics dans un contexte où les mouvements extrémistes se développent un peu plus dans le Sahel. Les analyses sont ainsi inscrites dans le cadre d'une approche de « l'Economie politique ». Elle se base, donc, sur une approche inter- et multidisciplinaire qui recommande, eu égard aux nombreuses interdépendances, de ne pas considérer la dimension politique avec ses aspects institutionnels - ou juridiques et géographiques séparément de la dimension socio-économique avec ses aspects sécuritaires, économiques et sociaux. Elle tient aussi compte des aspects d'ordre culturel, ethnique, religieux et de genre.

La formulation de recommandations d'action précises, concrètes et réalisables devront inciter à développer de Nouvelles Approches de la Sécurité Collective.

INTRODUCTION

De par sa position géographique, le Sahel a été et demeure encore une zone de transit et d'échanges entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne. Plusieurs communautés y cohabitent à l'intérieur d'Etats, qui ont du mal à contrôler leurs frontières. Il existe ainsi au Sahel de vastes zones, qui échappent au contrôle des Etats. C'est dans ces espaces que prospèrent des groupes djihadistes et où s'établissent des réseaux multiformes de trafics illicites connectés au crime transnational d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine. Le continuum Sahel-Sahara est une plaque tournante dans la géopolitique du crime organisé.

En effet, la montée en puissance des groupes djihadistes et le développement du trafic illicite ont déstabilisé cette région et accentué la vulnérabilité de plusieurs Etats et communautés qui y vivent, car ces deux phénomènes ont déstructuré l'économie et affaibli l'autorité des Etats notamment dans leurs capacités de régulation et de monopole de la violence légitime. Ce contexte a largement favorisé les connexions multiples entre groupes terroristes et réseaux de trafic illicite à travers des dynamiques de coopération et d'interdépendance. On assiste ainsi à une convergence d'intérêts entre ces différents acteurs pour le contrôle d'espaces et de routes stratégiques.

Les bouleversements géopolitiques intervenus en Libye et dans le Sahel après la chute de Kadhafi en 2011 ont accentué la fragilité de cette région et renforcé l'implantation des réseaux criminels sur des espaces très vastes où essaient des relais locaux interconnectés les uns aux autres. Ces relais se caractérisent par leur maîtrise de l'environnement local et des rouages de la contrebande et sont de plus en plus connectés

aux groupes djihadistes qui évoluent dans la bande sahélo-saharienne.

Mais comment ces connexions s'opèrent-elles, qui sont les acteurs impliqués dans ces entreprises criminelles et surtout comment ces activités impactent – elles les Etats et les communautés locales ? La réponse à ces questions permettra d'élucider la nature profonde des relations entre crime organisé et terrorisme dans un contexte de bouleversements politiques et sociaux majeurs dans le Sahel.

Cette étude va se focaliser sur la partie occidentale du Sahel et parlera très peu de la partie orientale de cette région où existent également des connexions entre crime organisé et terrorisme. Elle traitera essentiellement des réseaux de trafic de drogue, de cigarettes et des ALPC dans le Sahel. Sous ce rapport, différents documents, ouvrages et articles ont été consultés. Ils seront complétés par des entrevues réalisées auprès d'acteurs impliqués dans la lutte contre ces menaces sécuritaires dans le Sahel.

I. ANALYSE DU CONTEXTE

1.1. Le Sahel, une région aux trafics multiples

Au cours de l'histoire, le Sahel et le Sahara ont été des régions d'échanges et de communication entre l'Afrique du Nord et l'Afrique occidentale. Des routes caravanières et des villes ont servi de support à ces transactions multiformes, qui ont contribué à l'essor des grands empires comme le Mali et le Sonraï et plus tard à des villes comme Tombouctou, Gao et Agadez... Ces échanges tournaient autour des produits locaux : or, sel, dattes, céréales, cheptel, produits artisanaux, livres, etc. Il y a eu une véritable complémentarité entre les économies de l'Afrique du Nord et celles de l'Afrique subsaharienne. A cela, il convient d'ajouter le brassage culturel et religieux entre ces deux rives du Sahara avec l'expansion de l'Islam en Afrique. Les routes caravanières ont également favorisé la diffusion de l'Islam. Ce rayonnement économique et culturel va connaître un déclin avec l'essor du commerce maritime au 19^e siècle et la colonisation de l'Afrique à la même époque par les puissances occidentales. Désormais, les zones côtières situées sur la façade Atlantique devenaient les principaux centres économiques, politiques et culturels ; le Sahel se trouve davantage connecté à la nouvelle économie-monde Atlantique en pleine expansion.

Cette rupture historique et économique va impacter durablement les relations entre ces deux parties de l'Afrique. Les échanges vont diminuer et les routes caravanières vont perdre leur position stratégique. Après les indépendances, les nouveaux Etats vont développer les régions côtières, renforçant ainsi le déclin des régions sahéennes et les pays enclavés comme le Mali, le Niger, le Burkina Faso ou le Tchad ont continué à connecter leur économie vers l'Atlantique à travers la route ou le chemin de fer vers les

ports de Dakar, Abidjan, Cotonou, Douala, etc. Cette extraversion des économies ouest-africaines va s'accompagner d'un appauvrissement continu des régions périphériques avec une faible présence de l'Etat et un accès limité des populations locales aux services sociaux de base comme l'éducation et la santé. Une opposition entre centre et périphérie va s'installer durablement dans tous les pays du Sahel.

La faible présence de l'Etat et l'extrême pauvreté seront un terreau fertile pour le développement de la contrebande et des trafics longtemps tolérés ou ignorés par les autorités locales. Des activités illicites sont menées par les populations des zones frontalières à travers des réseaux communautaires établis de part et d'autre des frontières. Des produits venant d'Algérie, par exemple, comme la farine de blé, le sucre et le pétrole sont frauduleusement vendus dans les pays limitrophes comme le Mali ou le Niger. Les populations ont pu avoir accès à des produits de base, à des prix bas, que les Etats ne pouvaient pas leur offrir. Petit à petit, les économies des zones frontalières se détachent des circuits économiques nationaux pour s'intégrer à des circuits transnationaux dominés par des trafiquants et des contrebandiers. Ce commerce était contrôlé par des commerçants liés aux aristocraties locales, touarègues et arabes en particulier. Il va prendre de l'ampleur avec l'utilisation des véhicules tout terrain. Petit à petit, le pick-up 4x4 va remplacer le chameau et les anciennes routes caravanières délaissées vont reprendre du service à travers une diffusion à large échelle des produits issus de la contrebande dans des zones où la présence des Etats est très faible.

Ainsi, la porosité des frontières entre pays sahéens va permettre à divers réseaux de trafics et de contrebande de s'installer et de se développer dans de vastes zones, qui englobent plusieurs pays à travers des relais et des acteurs issus des

communautés locales. Ces activités illicites vont contribuer à régénérer les économies locales sans presque aucune régulation de la part des Etats. Dès lors, se développent des zones de non-droit à la lisière du Sahel et du Sahara pendant plusieurs années sous le contrôle de groupes non étatiques fortement ancrés dans les communautés. Une économie criminelle transnationale prenait naissance avec la complicité de certaines autorités locales et coutumières avec une adhésion plus ou moins tacite des populations. Pour survivre, après les sécheresses des années 70 et 80, plusieurs nomades se reconvertissent dans des activités criminelles. « Il y a un véritable marché qui s'est construit et une mutation professionnelle des habitants de ces zones. Ils ont préféré abandonner leurs métiers, d'éleveurs, d'agriculteurs ou autres pour s'adonner aux trafics illicites. Les trafiquants sont originaires de familles enracinées dans la région depuis longtemps. Ils connaissent parfaitement bien les circuits d'approvisionnement et ont tout simplement souhaité vivre un peu mieux. »

1.2. Le Sahel, une zone de rébellions

L'enclavement des régions périphériques va également nourrir les frustrations des populations et va contribuer à la naissance de plusieurs « générations » de rébellions contre les gouvernements nationaux en particulier au Mali dans les années 1960, 1990 et 2000. Ces rébellions ont été fomentées par des leaders touarègues. Ce fut également le cas au Niger. Au Tchad pendant les 30 premières années de l'indépendance, on a assisté à la naissance de plusieurs rébellions déclenchées par des seigneurs de guerre issus des communautés Nord du pays (Toubous, Gorans, Arabes, etc.). Le dénominateur commun de toutes ces rébellions, c'est leur dénonciation des inégalités de développement entre les régions du Sud et celles du Nord dans les pays concernés et l'incapacité des Etats

à mettre en œuvre des politiques publiques inclusives, capables de répondre aux besoins de base des populations singulièrement celles vivant dans les régions périphériques. Ainsi, dans la plupart de ces régions au Mali, par exemple, on note un manque criard de services sociaux de base et le peu d'opportunités offertes aux jeunes en termes d'emploi et d'auto-emploi. Un acteur local déclarait : « Avec le dénuement total à Tombouctou et dans le Nord, je comprends pourquoi les différentes rébellions ont attiré les jeunes ». En effet, ces mouvements se battaient pour obtenir plus d'autonomie. In fine, ils contestent la polarisation centre-périphérie établie depuis l'époque coloniale et le modèle de l'Etat-post colonial. Ces rébellions exploitaient également le fort ressentiment communautaire envers le centralisme étatique et la quasi exclusion des élites locales dans la vie politique et économique du pays. Ces régions périphériques délaissées par les gouvernements centraux deviennent peu à peu des territoires instables très influencés par les bouleversements politiques dans les pays voisins et souvent des zones de repli à des groupes, qui combattent leur propre gouvernement. Des liens se tissent entre groupes aux motivations diverses pour contrôler ces régions, réfractaires à toute forme de régulation politique et sociale.

Ces rébellions avaient également des motivations économiques, car elles se battaient pour contrôler les circuits économiques et les routes stratégiques dans le Sahel, par où transitent des quantités importantes de produits issus de la contrebande. Il y a eu une convergence d'intérêts stratégiques entre les différentes rébellions du Sahel à cette époque et les réseaux de trafiquants. Au total, contrebandiers et rebelles ont cohabité et collaboré durant quatre décennies dans le Sahel dans des zones qui ont presque échappé au contrôle des Etats. Mais la nature des activités illicites et du crime organisé va radicalement changer à partir des années 2000 avec un double basculement géopolitique.

1.3. Les basculements géopolitiques au Sahel et leurs conséquences

A partir des années 2000, le Sahel va connaître deux basculements géopolitiques, qui vont profondément bouleverser ses équilibres politiques et sociaux et accentuer sa fragilité sur le plan sécuritaire. Il s'agit du changement d'itinéraires dans l'acheminement de la cocaïne de l'Amérique latine vers l'Europe et de l'implantation du terrorisme d'inspiration salafiste après son échec en Algérie dans plusieurs pays sahéliens. Ces deux phénomènes vont constituer les deux principales menaces auxquelles tous les pays de l'Afrique de l'Ouest et particulièrement du Sahel, font face actuellement.

L'augmentation de la consommation de cocaïne aux Etats-Unis et en Europe dans les années 80 et 90 a conduit à un durcissement de la répression contre la production, le transport et la commercialisation de cette drogue produite en Amérique du Sud notamment en Colombie, en Bolivie, au Pérou et en Equateur par des cartels très puissants. Ce durcissement de la législation a été complété par l'adoption de plusieurs mesures pour démanteler les réseaux de transfert aérien et maritime de cette drogue entre l'Amérique latine et l'Europe. Ces mesures ont contraint les trafiquants sud-américains à revoir leurs modalités d'approvisionnement de l'Europe en cocaïne. A partir des années 2000, on va assister à un changement majeur d'itinéraires pour acheminer la drogue vers l'Europe. Désormais, l'Afrique de l'Ouest va devenir une zone de transit vers les pays occidentaux. La drogue va être acheminée vers les pays côtiers comme la Guinée Bissau, la Sierra Léone, la Guinée, le Ghana, le Nigéria, etc. par bateau ou par avion pour être réexpédiée en Europe. Petit à petit, des relais locaux vont voir le jour pour réceptionner, conditionner et acheminer cette drogue vers le vieux continent. Au début, la voie aérienne fut privilégiée,

mais avec les saisies importantes réalisées dans les aéroports de plusieurs pays de la sous-région mais également en mer, la voie terrestre finit par devenir le principal moyen de transfert. Plusieurs itinéraires seront utilisés pour tromper la vigilance des forces de défense et de sécurité (FDS) notamment la police et la douane. Mais tous convergent vers le Sahel et le Sahara pour atteindre l'Europe en passant par le Maroc, l'Algérie ou la Libye. Tessalit et Bourème au Nord Mali étaient, avant l'intervention de l'opération Serval, de véritables plaques tournantes des trafics de drogues dans le Sahel. De là, les trafiquants pouvaient se diriger vers le Maroc ou le Niger voire l'Algérie ou la Mauritanie.

Les réseaux locaux qui opèrent depuis longtemps dans la zone et qui contrôlent le commerce transsaharien vont se recycler dans le trafic des drogues, très lucratif. On estime que le prix d'un kg de cocaïne débarqué en Afrique de l'Ouest coûte 15 000 euros. Selon un rapport de l'ONUDDC, en 2013, la valeur de la cocaïne qui a transité en Afrique de l'Ouest est estimée à près de 1,5 milliard de dollars US. L'Afrique de l'Ouest et le Sahel vont devenir aussi des zones de consommation de la cocaïne, avec la jeunesse de sa population et l'implantation des cartels latino-américains dans plusieurs pays, le marché de la drogue dure se développe chaque année. Le crime organisé va s'y installer durablement, en brassant des millions de dollars et va infiltrer toutes les couches de la société et gangrener, avec la corruption des pans entiers des administrations des Etats. L'introduction de fortes quantités de drogues venant d'Amérique latine et d'Asie et la dissémination de réseaux de trafiquants dans tous les pays de l'Afrique de l'Ouest ainsi que le blanchiment de l'argent « sale » dans les circuits économiques et la corruption des élites et des FDS constitue une menace sécuritaire majeure pour cette région. L'argent « sale » est recyclé dans l'économie notamment au niveau du commerce

et de l'immobilier et sert à financer les partis politiques, les médias. Le jeu démocratique est ainsi faussé dans plusieurs pays et cela constitue une menace grave pour leur stabilité et celle de la sous-région. Le cas de la Guinée Bissau est emblématique sous ce rapport. Ce pays, devenu un « narco-Etat », a sombré dans le chaos à cause de la forte implication des cartels de la drogue dans sa vie politique et économique.

L'autre basculement géopolitique sera engendré par la montée en puissance du terrorisme d'abord au Mali, et ensuite dans plusieurs pays sahéliens comme le Burkina Faso, le Niger, le Tchad et le Nigéria avec Boko Haram. En effet, l'échec des mouvements armés salafistes en Algérie dans leur tentative pour renverser par la violence l'ordre politique établi dans ce pays depuis 1962 va pousser plusieurs groupes djihadistes à se replier vers le Sud du Sahara. C'est le cas, en particulier, du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), devenu Al Quaida au Magreb islamique (AQMI), qui va se replier dans le Nord du Mali et du Niger pour y implanter des cellules combattantes, *katibats*, et essayer de mobiliser les communautés locales à sa cause.

AQMI va s'installer dans ces régions désertiques où la présence de l'Etat est très faible pour préparer des activités criminelles (enlèvements, attaques contre les FDS, protection des cargaisons de drogues, etc.) à partir de 2004. Ce terrorisme importé d'Algérie va déstabiliser plusieurs pays sahéliens et va devenir une des principales menaces auxquelles ils vont faire face pendant plusieurs années. Pour réaliser son projet politique, AQMI doit contrôler des « territoires », imposer son modèle de société, embrigader et recruter des jeunes sans perspectives de réussite sociale et contrôler le trafic lucratif de la contrebande et de la drogue. La pauvreté endémique dans le Sahel va pousser plusieurs jeunes dans les bras des mouvements djihadistes. Rappelons

que parmi les pays les moins avancés du monde (PMA), 12 se trouvent en Afrique de l'Ouest. A partir de 2006, le Nord du Mali commence à devenir un sanctuaire d'AQMI et plus tard d'autres mouvements djihadistes comme le Mouvement pour l'Unité du djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) vont également s'y installer. Le déclenchement de la rébellion touarègue en 2006 avec des attaques meurtrières contre les FDS dans la région de Kidal va davantage dégrader la situation sécuritaire dans le septentrion malien et plusieurs itinéraires et routes empruntés par les contrebandiers tombent sous le contrôle de la rébellion et d'AQMI. Mais l'occupation du Nord Mali en 2012, suite à l'effondrement du régime de Kadhafi, par le Mouvement de Libération de l'Azawad (MNL) et des groupes terroristes comme AQMI, le MUJAO et Ansar Dine va constituer un tournant décisif dans l'expansion du djihadisme au Sahel. On va ainsi assister à une extension du champ d'intervention de ces groupes terroristes à l'intérieur du Mali et dans les pays limitrophes comme le Niger, le Burkina Faso et la Côte-d'Ivoire. Ces pays comme tous les pays sahéliens font désormais face à des menaces asymétriques. La menace terroriste devient une menace régionale.

Au Nigéria, par contre, l'expansion du terrorisme s'explique d'abord par des facteurs endogènes. En effet, dans le Nord du pays, la forte paupérisation des populations et la présence assez faible des FDS ont permis à Boko Haram de s'implanter à partir des années 2000 d'abord à travers des actions caritatives et de prédication notamment en direction des jeunes sans perspectives. Boko Haram a bien utilisé les frustrations des populations du Nord du Nigéria, qui se sentent abandonnées par le Gouvernement fédéral au profit des communautés du Sud là où est concentré l'essentiel des activités économiques du pays. La polarisation entre le centre et la périphérie à l'intérieur de la fédération du Nigéria est donc sans

conteste une des causes de la naissance et de l'expansion de ce groupe terroriste. La violence déclenchée par ce mouvement après la mort de son chef Mohamed Yusuf, tué en 2009, a plongé dans l'instabilité plusieurs Etats comme ceux de Bornou, Yobé, Adamaoua, etc. Ses attaques dans les pays limitrophes comme le Niger, le Tchad, le Cameroun ont fortement contribué à déstabiliser le bassin du Lac Tchad désorganisant l'économie locale, qui est de plus en plus contrôlée par des réseaux de trafics, qui servent à financer ses activités criminelles.

Cet élargissement du champ d'action de Boko Haram hors du territoire nigérian constitue un facteur de déstabilisation pour tous les pays du bassin du Lac Tchad. C'est également un exemple de mutation d'un djihadisme local vers un djihadisme international surtout après l'allégeance de ce mouvement à l'Etat islamique (EI). Les succès militaires de Boko Haram traduisent également l'échec des FDS du Nigéria, incapables d'arrêter son expansion au Nord et à l'Est du pays mais également de reconquérir les zones contrôlées par ce mouvement. Ils montrent aussi l'absence d'une vision globale pour vaincre ce groupe djihadiste et la focalisation sur le tout sécuritaire en laissant à la marge les facteurs religieux et sociaux, qui expliquent en partie le succès de ce mouvement au Nigéria et dans la sous-région.

Parallèlement à ce contexte d'extrême violence se développent des réseaux transfrontaliers de contrebande et de trafics illicites qui traversent les zones contrôlées par les groupes terroristes. Ils opèrent depuis les ports de la côte Atlantique comme Lagos, Cotonou ou Nouadhibou vers les rives Sud de la Méditerranée. Le chaos sécuritaire en Libye contribue largement au développement de ces activités illicites. En effet, l'insécurité permet un accroissement des activités illicites dans le Sahel et une grande capacité d'adaptation des réseaux criminels face aux bouleverse-

ments géopolitiques internes et sous-régionaux. A titre d'exemple, on estime que 75 % des cigarettes consommées en Libye seraient illégalement entrées dans ce pays à partir du Sahel. En Afrique du Nord, le trafic de cigarettes représenterait plus d'un milliard de dollars. Le trafic d'héroïne a également augmenté. Débarquée dans des containers dans des ports du Golfe de Guinée en provenance d'Iran et du Pakistan, l'héroïne est acheminée vers l'Europe à travers des itinéraires sophistiqués, qui vont de la Côte Atlantique vers les rives de la Méditerranée à travers le Sahel et le Sahara. L'écoulement de la résine de cannabis fabriquée au Maroc suit la même logique. Elle est acheminée en Egypte et au Moyen Orient à travers le Sahel d'Ouest en Est en passant par plusieurs pays comme la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad, etc. Des réseaux transcontinentaux gèrent ce trafic lucratif en collusion avec les groupes terroristes et les rébellions, qui opèrent dans cette zone.

De manière générale, cette région, instable sur le plan sécuritaire, est devenue l'épicentre d'un déploiement d'activités illicites et terroristes à travers des groupes criminels et des rébellions. Il y a une convergence d'intérêts entre crime organisé, rébellions et terrorisme. Ils ont besoin de l'instabilité sur le plan sécuritaire pour évoluer et pour maintenir leur présence dans ces zones. Désormais, groupes terroristes et réseaux de trafics criminels partagent les mêmes espaces et s'inscrivent dans des logiques de confrontation avec les Etats pour le contrôle de routes, d'axes économiques disséminés dans de très vastes espaces transnationaux et connectés à la mondialisation du crime organisé ou des trafics.

Dans son étude, « Security management », réalisée en 2012 le Dr. Kalidou Sidibé remarque que « Il existe une alliance objective entre ces réseaux criminels et les groupes terroristes alimentée par leurs intérêts convergents : les

réseaux criminels profitent des actions violentes des groupes terroristes et ou des groupes rebelles, tandis que ces derniers bénéficient des financements que les activités criminelles sont en mesure de leur fournir. D'une part, les groupes terroristes d'AQMI, par exemple, ne procèdent pas directement aux achats d'armes, de munitions et d'autres matériels connexes tels que les véhicules 4x4, les appareils de communication (téléphones satellitaires, GPS...) qu'ils utilisent pour leur combat. Les terroristes en effet se les procurent par l'entremise des trafiquants de drogue ». Des relations clients-fournisseurs s'établissent entre les terroristes et les trafiquants de drogue. Le journaliste-écrivain Serge Daniel observe cependant, une certaine division du travail : « les organisations criminelles transnationales (OCT) coopèrent avec AQMI dans le trafic de drogue. Mais à chacun sa priorité. Si par exemple AQMI prend une « commission » sur les drogues qui passent sur son « territoire », ou si, moyennant espèces sonnantes et trébuchantes, les combattants d'AQMI forment un convoi sécurisé des cargaisons de drogue, les relations sont plus poussées entre les cartels colombiens (cartel del Norte, cartel de la Costa, etc.) et les mouvements comme les FARC. Les cartels de la drogue et les FARC, par exemple, achètent ensemble la coca, la transforment en cocaïne et la transportent. Or AQMI n'a pas les doigts trempés dans la poudre blanche à ce jour ».

Au total, les principaux groupes terroristes dans le Sahel sont dans une logique de collaboration, de coopération et d'alliance avec les réseaux qui contrôlent des pans entiers de l'économie criminelle dans cette partie du continent. Cette connexion entre réseaux mafieux et groupes djihadistes est une des conséquences du double basculement géopolitique que le Sahel et l'Afrique de l'Ouest ont connu à partir des années 2000. Mais qui sont les principaux acteurs impliqués dans cette déstabilisation du Sahel et comment les FDS réagissent-elles face à cette double menace ?

II. ANALYSE DES ACTEURS

Il apparaît donc, à la lumière de ce qui précède, que la conjonction entre terrorisme et activités illicites au Sahel est le fruit d'une longue évolution, qui a vu la naissance et le développement de réseaux pour le contrôle de ressources diverses (drogues, ALPC, cigarettes, etc.) dans des zones très vastes. Comment ces réseaux sont-ils organisés et quels types de connexions existent-elles entre eux ?

2.1. Les réseaux locaux et transnationaux de la contrebande et du crime organisé

Les réseaux locaux

La contrebande, depuis les années 60, a connu un développement fulgurant dans le Sahel. En effet, face à l'enclavement des régions périphériques, une économie parallèle prend naissance petit à petit à travers des réseaux de trafic de produits (ciment, médicaments, pétrole etc.). Ces activités frauduleuses vont permettre à des acteurs locaux de s'enrichir, mais elles vont donner naissance à des réseaux de commerce illicite avec plusieurs types d'intervenants : transporteurs, guides, commerçants, revendeurs, agents de l'administration ou des FDS. Ces réseaux vont opérer avec la complicité des autorités locales qui souvent en font partie mais également des communautés qui vivent de part et d'autre des frontières. Si ces réseaux ont pu connaître une expansion au Niger, au Mali c'est grâce à la présence de communautés touarègues et arabes, qui vivent dans la bande sahélienne et dans le Sahara et qui maîtrisent très bien les différentes voies de communication ainsi que les endroits pour stocker ou cacher les produits de la contrebande.

Elles tirent profit de ces activités criminelles en s'alliant souvent avec les groupes djihadistes pour contrôler une partie des itinéraires d'achemine-

ment de la drogue vers l'Europe. Une compétition entre communautés s'installe et débouche souvent sur des affrontements. En 2010, le chef Kounta, Bouba Ould Sidi El Moctar a été enlevé à Anéfis par les arabes trafiquants de drogue de Tilemsi appartenant à la tribu des Réguibat pour se venger de la saisie de leur cargaison de drogue par les touarègues, Ifogas et les Kounta. Ces rivalités intercommunautaires augmentent de plus en plus dans les zones où circulent de fortes quantités de drogues. Le contrôle de l'argent « sale » dans les communautés devient un enjeu de pouvoir en leur sein et entre elles.

Plusieurs groupes touarègues ne veulent pas perdre leur contrôle qu'ils exercent sur les trafics à destination du Maroc, de l'Algérie, de la Mauritanie et du Niger. Il en est de même pour les arabes Kounta, qui contrôlent une bonne partie du commerce transsaharien depuis longtemps. Pour s'assurer de leur collaboration et de leur coopération, les entrepreneurs criminels sont prêts à nouer des alliances conjoncturelles afin de sécuriser les itinéraires de trafics et de contrebandes. Dans cette même veine, plusieurs responsables algériens d'AQMI comme Moctar Belmoktar ont contracté des mariages au sein des communautés arabes ou touarègues du Nord Mali. Il a marié une malienne d'ethnie bérabiche. Ces liens matrimoniaux participent à l'enclavage local du crime organisé et du terrorisme dans le Sahel. A travers ces mariages, des alliances se tissent entre chefs djihadistes et chefs tribaux et cela va faciliter les transactions dans les zones communautaires. Dans ce business, chacun y trouve son compte.

Ces réseaux locaux sont impliqués dans les trafics de cigarettes. Au Niger pendant plusieurs années, la contrebande de cigarettes a été une activité lucrative pour plusieurs criminels, des cols blancs, membres de mafias nigériennes, des trafiquants locaux, etc. La cigarette était convoyée des ports du Golfe de Guinée jusqu'à la frontière libyenne.

Alain Antil observait déjà en 2006 que les ré-exportations de cigarettes à partir du Niger ont, dans les années 2000, représenté en valeur 40 fois plus que l'exportation du bétail. Ces réseaux locaux vont contrôler des pans entiers de plusieurs régions et s'adonnent également à plusieurs trafics comme la vente de carburant venant de Libye et d'Algérie dans les pays sahéliens comme le Mali, la Mauritanie, etc. Ils sont également impliqués dans les trafics de migrants et se distinguent par leurs capacités d'adaptation et leur ancrage local. Les réseaux locaux existants vont également faire partie d'une chaîne d'acteurs transfrontaliers impliqués dans des activités criminelles. Ils sont des intermédiaires qui obéissent à des commanditaires liés aux mafias internationales installées en Asie, en Amérique et en Europe.

Les réseaux internationaux

Ces réseaux criminels internationaux ont besoin d'un ancrage local pour se développer et prospérer. Au Sahel, ils vont travailler avec les acteurs locaux pour contrôler des marchés très florissants comme la cigarette et la drogue. En effet, aucun trafic ne peut avoir lieu sans que les groupes tribaux, ancrés localement, n'y soient associés, les personnes participant à ce trafic sont également issues de ces communautés.

Parmi les membres de ces réseaux qui alimentent le trafic de drogue et de la contrebande au Sahel, on distingue : les cartels latino-américains (cocaïne), les cartels d'Asie (héroïne), les mafias locales, les diasporas africaines installées en Occident, les mafias du Maghreb, les membres de communautés locales et des agents corrompus des administrations locales. L'économie criminelle n'est pas donc le fait uniquement d'acteurs étrangers, sans des collusions locales à tous les niveaux de la société, elle ne pourrait prospérer.

L'exemple le plus patent de la collusion entre réseaux internationaux et locaux est sans conteste

celui « d’Air Cocaïne » de 2009, un Boeing 727 venant du Venezuela et chargé de 10 tonnes de cocaïne dont la valeur est estimée à 300 million d’euros, qui a atterri à Sinkrébaka dans la région de Gao au Mali. Les cartels colombiens qui ont acheminé cette drogue au Mali ont bénéficié de la complicité d’agents de l’aviation civile malienne, des FDS (qui ont sécurisé la piste et la cargaison) de trafiquants locaux et ouest-africains qui ont permis d’acheminer la cargaison à travers quatre itinéraires différents : le Sud du Mali, l’Algérie, le Niger et le désert malien. Selon plusieurs analystes, le rôle d’AQMI a été déterminant dans l’acheminement d’une partie de cette cargaison de cocaïne vers l’Europe. Grâce à ses réseaux établis en Mauritanie, en Algérie et au Maroc, le groupe djihadiste, selon Serge Daniel, a réussi à faire sortir du Mali des quantités importantes de cocaïne vers l’Europe pour le compte de narco-trafiquants colombiens, africains, espagnols, etc.

Ces trafics vont générer des ressources importantes au sein des pays sahéliens. « L’argent sale » qui sert à financer des partis politiques et à corrompre des responsables administratifs constitue une menace pour l’ancrage des réformes politiques et économiques adoptées par la plupart des pays sahéliens pour démocratiser les institutions et relancer les économies. Ces activités criminelles menacent donc sérieusement la stabilité de la sous-région et sapent les fondements des Etats et des sociétés. Cependant, leur persistance dans la durée révèle, en dernière instance, la fragilité des pays de la région ainsi que leurs vulnérabilités structurelles à faire face à de telles menaces.

2.2. Les réseaux criminels djihadistes

Les réseaux criminels et djihadistes opèrent depuis les années 2000 sur des territoires à cheval sur le Sahara et le Sahel. Ces zones qui traversent plusieurs pays sont vastes et instables et le plus souvent marquées par des conflits violents, des tensions intercommunautaires ou des menaces asymétriques. Le contrôle de ces zones depuis les indépendances a toujours été un défi de taille pour les FDS qui manquent soit de moyens ou sont peu préparées pour affronter de telles menaces. A titre d’exemple, le Mali partage 5000 km de frontières avec le Niger, l’Algérie, et la Mauritanie. Il dispose de peu d’effectifs pour les surveiller ainsi que de matériels et d’équipements modernes appropriés. On observe la même tendance dans tous les grands pays sahéliens. L’immensité des territoires devient un facteur structurel de vulnérabilité, car la porosité des frontières et la corruption vont favoriser le développement d’activités illicites et des collusions entre réseaux criminels.

Le cas d’AQMI est emblématique de cette collusion. Ce groupe djihadiste s’installe dans le Nord du Mali en 2004 pour relancer son projet de djihad après l’échec des islamistes en Algérie. Pour survivre, AQMI va se lancer dans deux types d’activités : les enlèvements d’occidentaux et la protection et la sécurisation des convois de drogues et de contrebande moyennant une taxe.

Ainsi plusieurs enlèvements d’occidentaux furent menés par l’organisation terroriste entre 2004 et 2016 au Mali, en Mauritanie, au Niger et en Algérie. Dans la plupart de ces enlèvements, la libération des otages s’accompagne d’une rançon. Rien qu’entre 2006 et 2012, AQMI a reçu 60 millions d’euros de rançons payés par les pays originaires des otages. AQMI va faire des émules, le MUJAO, Ansar Dine, Al Mourabitoune, des groupes djihadistes qui opèrent dans le Nord du Mali depuis 2012, vont suivre ses pas. Une

« industrie de l'enlèvement » d'otages est née au Sahel. Elle sera la principale source de financement des groupes djihadistes.

Le mode opératoire d'AQMI pour réaliser ces enlèvements est relativement simple mais efficace. Il consiste à utiliser des complices locaux moyennant paiement pour avoir les informations et faire des filatures des victimes avant de les capturer ou tout simplement sous-traiter avec un groupe armé local pour procéder à l'enlèvement toujours moyennant un paiement. Une fois les otages capturés, ils sont transférés dans ses sanctuaires au Nord du Mali. Ainsi commence un long processus de marchandages pour la libération des otages dans lequel sont impliqués des gouvernements africains (Mali, Burkina Faso et Niger), des notables locaux voire des chefs rebelles. On note depuis 2015 une sorte de mutualisation dans l'industrie de l'enlèvement des otages au Sahel. Plusieurs groupes terroristes organisent ensemble des rapt à travers leurs cellules locales dans les pays concernés. Ce fut le cas lors des prises d'otages dans le Nord du Burkina Faso en 2015 menées conjointement par AQMI et Al Mourabitoune.

L'argent issu des prises d'otages permet aux groupes terroristes d'avoir des ressources nécessaires pour financer leurs activités de prédication, le recrutement mais surtout l'achat d'armes, de médicaments, de nourriture, de voitures et de téléphones satellitaires. Ces achats se font par l'intermédiaire des trafiquants qui pullulent dans le Sahara. Sans ces derniers, AQMI ne pourrait pas disposer de moyens logistiques pour commettre ses crimes en Afrique de l'Ouest. Boko Haram procède également à des enlèvements d'otages. Plusieurs otages français et chinois furent enlevés par ce mouvement dans le Nord du Cameroun et au Nigéria, mais on n'a pas pu établir formellement le paiement de rançons pour libérer ces otages de la part de la France ou de la Chine.

Une autre source de revenus des groupes djihadistes provient de l'argent qu'ils tirent de la protection des convois qui traversent les zones qu'ils contrôlent. Les cargaisons de produits illicites (drogue, cigarettes, ALPC, etc.) sont sécurisées par les éléments des groupes djihadistes sur des distances bien déterminées dans la bande sahélo-saharienne et en retour les trafiquants paient un pourcentage de la valeur de la marchandise convoyée. La collusion entre terrorisme et crime organisé est très nette. Elle montre les liens et les connexions entre ces deux types d'acteurs criminels.

AQMI est également impliqué dans le trafic des armes au Sahel, phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur. On estime que plus de 80 000 kalachnikovs circulent dans cette zone. Elles proviennent de plusieurs sources d'approvisionnement comme la région du Mano Rivers, le Tchad, le Darfour, le Soudan. Mais une grande partie des ALPC circulant dans le Sahel proviennent des arsenaux de la Libye de Kadhafi. Les routes à travers lesquelles transitent ces armes ont donc une valeur stratégique pour les groupes criminels et terroristes. AQMI, le MUJAO et le MNLA ont contrôlé les principales routes de ce commerce illicite dans le Nord du Mali jusqu'à l'intervention de l'opération Serval en 2013. Des quantités d'armes venant de la région du Mano River, du Tchad ou du Darfour, ont servi à approvisionner les groupes terroristes locaux, algériens et le Front POLISARIO. Cette prolifération d'ALPC a été un facteur aggravant du vol de bétail et des affrontements intercommunautaires notamment entre éleveurs et agriculteurs dans le Sahel mais également de la prolifération des groupes armés qui opèrent dans cette région et qui constituent une menace pour la sécurité des Etats et des personnes.

Tout comme la plupart des groupes terroristes qui opèrent dans le Sahel, Boko Haram s'inscrit

dans une dynamique de connexion et de collaboration avec les groupes criminels pour contrôler des pans entiers de trafics autour du bassin du Lac Tchad grâce à des appuis communautaires. Ce mouvement, bien qu'affaibli, contrôle une bonne partie des itinéraires par où passe l'héroïne venant d'Asie ainsi que le trafic des ALPC venant de la Libye grâce à son allégeance à l'Etat islamique (EI). Pour ce faire Boko Haram mise beaucoup sur l'adhésion des populations locales notamment des jeunes pour contrôler les différents itinéraires des trafics dans le bassin du lac Tchad. Il leur procure ainsi des motos et souvent des « femmes ». Ces populations pauvres sont chargées de surveiller les positions des FDS, ce qui permet à ce mouvement de planifier des attaques ou de modifier les itinéraires des cargaisons de contrebande qu'il est chargé de convoier. Pour ces jeunes, c'est une véritable promotion sociale que leur offre le groupe djihadiste ce que leur Etat est incapable de faire pour eux.

Boko Haram dispose ainsi de ressources nécessaires pour survivre en achetant des armes, des vivres et du matériel indispensable à son déploiement autour du bassin du Lac Tchad. Ces matériels sont achetés auprès de trafiquants qui évoluent dans la zone. De récentes informations font état des connexions qui existent entre ce groupe terroriste et des mafias installées dans les ports de Calabar, Port Harcourt et Lagos au sud du Nigéria.

2.3. Les acteurs étatiques : les forces de défense et de sécurité

Les groupes djihadistes et le développement de la criminalité organisée ont déstabilisé la plupart des pays sahéliens et ont surpris les FDS, qui soit n'étaient pas bien préparés pour les affronter soit manquaient de moyens pour organiser une riposte conséquente contre les criminels et les

terroristes. A cela, il convient de signaler le caractère transnational de ces menaces et l'étendue des zones d'implantation et de transit des réseaux criminels. L'exemple du Mali montre clairement que le pays ne disposait pas suffisamment de troupes pour protéger ses frontières notamment dans les régions de Tombouctou, Gao et de Kidal qui constituent les deux tiers de son territoire. L'effectif de l'armée est estimé à 2.000 militaires pour la région de Gao (Gao et Ménaka), 1.500 pour la région de Kidal (Kidal et Tessalit) et 1.700 pour la région de Tombouctou (Tombouctou et Goundam).

L'autre maillon faible de la plupart des FDS des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, c'est la corruption. En effet, les réseaux criminels ont réussi à corrompre certains éléments de la police, de l'armée, de la douane, etc. Pire, la plupart des scandales liés à la drogue comme celui d'Air Cocaïne au Mali, ont impliqué des responsables des FDS. Le manque d'équipements notamment aériens et maritimes explique en partie pourquoi les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest sont devenus des zones de transit de la cocaïne venue d'Amérique du Sud. Le renforcement de leurs capacités de surveillance à partir de 2007 explique la diminution des quantités de cocaïne qui ont transité dans cette partie du continent vers l'Europe et l'Asie. A cela s'y ajoute, les efforts fournis par les Etats pour collaborer dans la lutte contre le crime organisé et le terrorisme sous l'égide des organisations sous régionales comme la CEDEAO et du GIABA ainsi que des agences onusiennes comme l'ONUSID.

Mais malgré ces tentatives, le Sahel demeure une zone d'instabilité et les FDS des pays qui subissent ces menaces manquent de capacités pour sécuriser cette zone. Les initiatives en cours comme le G5 Sahel montrent une réelle prise de conscience des Etats pour asseoir des Stratégies collectives pour lutter contre les menaces auxquelles ils font

face ainsi que la nécessité de mutualiser leurs forces pour élaborer des méthodes plausibles de lutte contre ces menaces. Les pays sahéliens ont un grand défi à relever s'ils veulent lutter efficacement contre le terrorisme et les groupes criminels. Ils doivent disposer de forces opérationnelles, c'est à dire, bien formées, équipées avec des capacités de projection pour sécuriser de vastes étendues comme la bande sahélo-saharienne.

III. LES RÉPONSES ET STRATÉGIES DES ACTEURS NATIONAUX ET RÉGIONAUX FACE À LA DEGRADATION DE LA SITUATION SECURITAIRE AU SAHEL

L'ampleur des menaces sécuritaires auxquelles le Sahel fait face a poussé les Etats, les organisations et les PTF à développer graduellement une série d'initiatives visant à lutter de manière durable contre ces tendances lourdes.

3.1. Les réponses nationales et régionales pour lutter contre le crime organisé et le terrorisme

Les réponses nationales

Pour lutter contre la criminalité organisée et les réseaux djihadistes et diminuer la vulnérabilité structurelle du Sahel, les Etats de la sous-région ont élaboré plusieurs réponses comme l'adoption de lois, de normes et la mise en œuvre de politiques publiques pour accompagner la résilience des populations et des communautés. D'abord au plan législatif, la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest ont adopté des lois pour lutter contre le crime organisé et le terrorisme. Parmi ceux-ci, on peut citer le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, etc. Ces lois sont destinées à corriger les lacunes contenues dans les textes qui répriment le crime organisé et à punir sévèrement les actes terroristes. On observe la même tendance en ce qui concerne le blanchiment de l'argent « sale ». Mais plus fondamentalement, un effort a été fait dans plusieurs pays de la CEDEAO pour harmoniser la législation nationale avec les instruments juridiques en vigueur au niveau communautaire pour lutter de manière efficace et coordonnée contre le trafic de drogue et le blanchiment d'argent.

Les réponses régionales et la contribution des Partenaires Techniques et Financiers

Ces mesures adoptées au niveau des Etats ont permis de renforcer la coopération judiciaire entre les pays de la sous-région, de traquer les trafiquants et de démanteler des réseaux criminels. En effet, l'échange de renseignements a permis également d'aboutir à un double résultat. Le démantèlement des cellules d'AQMI et du MUJAO dans plusieurs pays du Sahel et une meilleure connaissance de leurs connexions avec d'autres organisations terroristes à travers le monde. Ces actions ont permis de déjouer plusieurs attentats, qui auraient permis aux groupes terroristes d'étendre leur terreur dans plusieurs pays de la sous-région surtout après l'occupation du Nord Mali par ces groupes et la rébellion touarègue. Plusieurs présumés djihadistes sont arrêtés dans des pays de la sous-région grâce à l'adoption de lois très sévères pour réprimer les délits liés au terrorisme. Cependant, des organisations de défense des droits de la personne dénoncent le caractère très répressif de certaines dispositions de ces normes légales, qui selon elles renforcent l'autoritarisme de certains Etats.

La coopération entre pays de la sous-région a donné des résultats très fructueux avec la saisie de quantités énormes de drogues dans la plupart des aéroports de la région et de certaines zones frontalières. L'appui d'Interpol aux polices nationales a permis également d'aboutir à ces résultats encourageants. Ainsi, on a saisi entre 2005 et 2012 près de 20 tonnes de drogues (cocaïne et héroïne) principalement en mer en Afrique de l'Ouest. La coopération sous régionale a permis un plus grand contrôle des flux illégaux et une plus grande application des lois, mais la corruption dans les hautes sphères des administrations nationales demeure encore forte. La CEDEAO, quant à elle, a opté pour une approche holistique pour lutter contre ces fléaux à travers son nouveau Plan d'action régional en matière de

lutte contre le trafic de stupéfiants, la criminalité organisée et l'abus de drogues en Afrique de l'Ouest. Ce plan bénéficie de l'appui des partenaires techniques et financiers (PTF) pour sa mise en œuvre en particulier de l'ONUDC à travers son programme régional pour l'Afrique de l'Ouest 2016-2020 (PR). Il a défini des priorités stratégiques à atteindre dans les domaines de la lutte contre le blanchiment d'argent, le terrorisme, le renforcement des systèmes de justice pénale, la prévention et la lutte contre la criminalité transnationale organisée et le trafic illicite, la prévention et la lutte contre la corruption, etc. Le PR propose également des réponses opérationnelles pour faire face aux menaces sécuritaires dans le Sahel et dans les autres pays membres de la CEDEAO. Il inclut des initiatives clefs comme l'Initiative « Côte de l'Afrique de l'Ouest » (WACI), le Projet de communication aéroportuaire (AIRCOP) et le Programme global de contrôle des conteneurs (PCC).

En matière de lutte contre le blanchiment de l'argent et le financement du terrorisme, des mesures particulières ont été prises au niveau de la sous-région pour garantir l'origine et la traçabilité des flux financiers en Afrique de l'Ouest sous l'égide du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment de l'argent (GIABA) et du Groupe d'Action financière (GAFI). Ces mesures ont permis aux administrations locales et aux institutions financières de renforcer leurs capacités afin d'empêcher le recyclage de l'argent « sale » dans les circuits de l'économie de plusieurs pays notamment dans les secteurs de l'immobilier. Malgré ces avancées, beaucoup de choses restent à faire, car le phénomène du blanchiment de l'argent « sale » est loin d'être éradiqué dans le Sahel et les trafics de drogues et de contrebande continuent encore à prospérer dans certains pays de la sous-région.

Au plan continental, l'Union africaine (UA) s'est dotée d'instruments juridiques pour lutter contre

le terrorisme et le crime organisé. On note de plus en plus une volonté politique au niveau sous-régional et continental pour lutter contre ces deux menaces. Mais la pléthore d'instruments nationaux et continentaux ainsi que l'absence de stratégies claires constituent des handicaps majeurs pour impulser une dynamique africaine pour faire face efficacement à la menace terroriste et au crime organisé. Les partenaires techniques et financiers (PTF) ainsi que les Nations unies s'inscrivent dans cette direction pour apporter des solutions durables afin de lutter contre l'insécurité dans le Sahel. Ils ont élaboré des « stratégies Sahel » dans différents domaines notamment en matière de lutte contre le terrorisme et le crime organisé.

La mondialisation de la criminalité organisée nécessite une coopération internationale, car tous les Etats sont concernés et seule une approche holistique permettra de l'éradiquer au niveau régional et mondial. Mais cette floraison de « stratégies Sahel » soulève beaucoup de questionnements notamment en ce qui concerne leur pertinence et leur efficacité réelle sur le terrain. Pour cet expert impliqué dans la lutte contre le terrorisme : « leur efficacité est problématique, car avec plus de 15 stratégies-Sahel, il sera difficile de les coordonner avec efficacité ; on assiste plutôt à une sorte de concurrence entre ces partenaires qui prétendent aider le Sahel. On observe également la même tendance auprès des agences du système des Nations unies. Il y a une dispersion dans les efforts pour appuyer le Sahel. Et plus fondamentalement, les différentes « stratégies-Sahel » risquent d'affaiblir les organisations et les initiatives sous-régionales. Pour lutter contre le terrorisme et le crime organisé, il faut renforcer le leadership local et non l'affaiblir. Les PTF doivent plutôt renforcer les Etats et non se substituer à eux ».

Au total, ces diverses initiatives illustrent une nette prise de conscience des pays africains et de la communauté internationale pour lutter effica-

cement contre le crime organisé et le terrorisme au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Cependant, leur efficacité dépend en partie des capacités des Etats concernés à les faire appliquer correctement sur le terrain. La présence d'Etats fragiles dans cette région entrave la lutte contre ces deux fléaux, car l'instabilité dans ces pays permet aux groupes terroristes d'opérer sur de vastes territoires sans entrave et aux réseaux criminels de se développer avec la protection et la collaboration des groupes djihadistes comme ce fut le cas au Nord Mali.

3.2. La militarisation du Sahel pour contrer les nouvelles menaces sécuritaires

L'opération Serval déclenchée en janvier 2013 a marqué le début d'une série de réponses militaires pour stopper l'extension du djihadisme dans le Sahel. La mobilisation internationale initiée à la suite de cette opération a permis de mettre sur pied des forces d'intervention africaines et étrangères pour déloger les djihadistes dans le Nord du Mali. Cela a permis de les chasser dans la plupart des régions du Nord même s'il existe encore des sanctuaires qu'ils contrôlent. Cette offensive militaire a également permis de désorganiser dans une très large mesure les itinéraires qu'empruntaient les trafiquants de drogue et de contrebande. Ces derniers ne bénéficient plus de la totale coopération d'AQMI ou du MUJAO pour sécuriser leurs convois et continuer leurs activités criminelles sans entrave. Ces deux organisations se concentrent plus sur les enlèvements d'otages et des attaques ciblées pour tuer le maximum de civils, des occidentaux en général dans le centre du Mali et dans les pays limitrophes (Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Niger).

La militarisation de cette zone avec la présence de la MINUSMA, de Barkane, de troupes amé-

ricaines et des forces armées des pays de la sous-région (G5-Sahel) a permis d'affaiblir militairement les groupes terroristes et de détruire certaines de leurs bases. Une pression militaire forte est exercée sur eux. Ils ne contrôlent plus totalement de vastes territoires comme ce fut le cas lors de l'occupation du Nord Mali en 2012. Bourème et Tessalit ne sont plus sous leur contrôle. Ils se replient de plus en plus vers le Sud pour mener leurs actions criminelles tout en opérant de manière sporadique dans le Nord avec des attaques ciblées contre la MINUSMA, les forces armées du Mali (FAMA) et les troupes de l'opération Barkane. Ainsi, AQMI, Ansar Dine et le MUJAO ont décidé d'étendre leur champ d'intervention au centre du Mali notamment dans le Delta du fleuve Niger. On assiste ainsi depuis 2015 à des attaques d'Ansar Dine et de sa branche locale, la Katibat Macina ou Front de Libération du Macina, dirigée par Amadou Koufa contre les FAMA, des notables, des chefs religieux et la population civile. Ces attaques ont contribué à déstabiliser le centre du Mali, zone instable marquée par une récurrence des conflits communautaires notamment entre éleveurs et agriculteurs faisant émerger à la surface les vieux antagonismes entre communautés. L'arrivée d'acteurs nouveaux comme les djihadistes et la pénétration de l'argent « sale » de la drogue et autres trafics illicites dans tous les compartiments de la société malienne cristallisent ces antagonismes. Pour d'aucuns, le djihad est la voie royale pour les résoudre.

Mais le changement géopolitique le plus important, depuis l'éviction des groupes djihadistes dans le Nord du Mali, a été incontestablement l'extension du radicalisme violent dans les pays limitrophes avec la création d'Ansarul Islam dirigée par Malam Diko dans la province du Soum au Burkina Faso. Les régions burkinabé frontalières du Mali deviennent des zones d'opération de mouvements djihadistes. Ces actions se soldent

par des attaques contre les forces de défense et de sécurité mais également des kidnappings comme ce fut le cas pour le couple Australien enlevé à Djibo en janvier 2016 par Ansar Dine. Mais les attentats de Ouagadougou de 2016 et celui de Grand Bassam perpétrés par AQMI et ses alliés ainsi que celui de Ouagadougou en 2017 (non encore revendiqué) montrent que les groupes terroristes ne veulent plus opérer uniquement dans le Sahel mais dans toute l'Afrique de l'Ouest à travers des séries d'attentats et de prises d'otages, qui vont terroriser les populations et ébranler les capacités défensives des pays. Cela risque d'accentuer la militarisation des réponses contre le terrorisme.

On observe la même tendance en ce qui concerne Boko Haram, qui après ses revers militaires dans ses fiefs du Nord du Nigéria, cherche à se réorganiser dans les Etats frontaliers du Lac Tchad surtout après l'offensive lancée en 2015 après l'élection du président Buhari et la mise sur pied de la Force mixte multinationale (FMM), qui a permis de réduire considérablement la présence militaire de Boko Haram sur le terrain. Les pays du bassin du lac Tchad, à travers la FMM et tirant les leçons des échecs répétés dans leurs pays respectifs pour lutter contre Boko Haram, ont décidé de mettre sur pied une force sous-régionale de 8700 hommes composée de militaires, policiers, gendarmes et de civils. Cette force commandée par un Etat-Major basé à Ndjamena au Tchad se veut une réponse régionale efficace pour d'une part, sécuriser les zones frontalières et d'autre part, détruire les bases de repli de Boko Haram disséminées dans les 4 pays (Nigéria, Niger, Cameroun et Tchad). Mieux, il est prévu un droit de poursuite, qui permet de traquer le groupe terroriste sans avoir l'autorisation formelle du pays concerné. On le voit, la lutte contre Boko Haram est devenue un enjeu sous-régional et que les solutions proposées pour être pérennes doivent s'inscrire dans ce sillage.

La création du G5 Sahel qui regroupe le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Tchad et le Burkina Faso entre dans ce cadre. Mais l'absence de l'Algérie soulève beaucoup d'interrogations sur la volonté de ce pays à combattre le terrorisme au-delà de ses frontières ainsi que sur la pertinence de son leadership au Sahel. Ce pays, qui a obtenu des résultats tangibles en matière de lutte contre le terrorisme dans les années 90, peut-il garantir sa sécurité dans un contexte régional marqué par la dégradation sécuritaire au Sahel ?

Au total, les Etats et la communauté internationale mettent plus l'accent sur les réponses militaires pour sécuriser le Sahel et lutter contre les groupes terroristes. Certes, des résultats importants ont été obtenus avec l'affaiblissement de plusieurs groupes djihadistes en particulier AQMI mais ces derniers sont loin d'être vaincus, car leurs modes opératoires changent constamment grâce à leurs stratégies de survie et d'adaptation. La militarisation en cours dans le Sahel soulève plusieurs interrogations notamment en termes d'efficacité pour enrayer le terrorisme dans cette partie de l'Afrique. En effet, la persistance de la menace, la réorganisation des groupes djihadistes et leurs stratégies d'adaptation face aux changements stratégiques en cours montrent que cette militarisation est loin d'être couronnée de succès pour le moment.

3.3. Stratégies de survie et d'adaptation des groupes criminels et leurs impacts sur la situation sécuritaire et économique du Sahel

Face à la montée en puissance de la FMM, Boko Haram a adapté sa stratégie pour survivre. Ce ne sont plus des centaines de combattants qui attaquent les FDS mais plutôt de petits groupes très mobiles qui sont envoyés au front. Le groupe terroriste semble opter pour une décentralisation de ses opérations à travers le bassin du Lac Tchad afin de disperser la FMM mais également de mener des opérations spectaculaires, car il a encore la capacité d'exécuter des actions notamment des attentats-suicides grâce à la dissémination autour du bassin du Lac Tchad de réseaux actifs et de militants très motivés pour commettre des forfaits. Ce mouvement se bat pour sa survie, il en est de même pour les autres mouvements djihadistes qui opèrent dans le Sahel depuis la libération du Nord Mali par les forces internationales. La fusion récente entre AQMI et Al Mourabitoune s'inscrit dans ce cadre. Ces deux mouvements rivaux veulent renforcer leurs capacités de résistance et d'actions à travers le Sahel. Pour certains spécialistes, cette fusion est également une réponse à l'EI après l'allégeance de Boko Haram à son étendard et de certains groupes terroristes libyens. Al Quaida veut conserver le Sahel dans ses zones d'opération et veut contenir l'extension de l'EI en Afrique après ses déboires en Syrie et en Irak. Le Sahel risque de devenir un champ de compétition entre ces groupes djihadistes au cours des prochaines années.

La militarisation du Nord Mali et le recul des groupes djihadistes dans cette zone ont eu également comme conséquence une réorientation des itinéraires de la drogue et des trafics illicites dans le Sahel. D'autres voies s'ouvrent ou se renforcent. Parmi celles-ci, on peut mentionner celles

qui passent par la Libye. Ce pays, instable depuis la chute de Kadhafi en 2011, est devenu une plaque tournante de plusieurs trafics. Les milices qui y opèrent contrôlent des pans entiers du territoire national et tirent profit de ces trafics illicites. A titre d'exemple, ce pays est devenu la principale zone de transit des immigrants clandestins vers l'Europe. Des réseaux criminels y convoient des milliers de subsahariens. En 2016, l'Italie a vu débarquer sur son territoire 180 000 immigrants qui provenaient pour l'essentiel de la Libye. Ces candidats à l'immigration venaient principalement des pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Ils payent à des passeurs des milliers d'euros pour traverser le Sahara et la Méditerranée et certains sont prisonniers durant la traversée du désert de groupes armés qui les réduisent en esclavage et exigent pour leur libération le paiement de rançons. Les itinéraires qu'utilisent ces réseaux sont également contrôlés par des groupes armés dont certains sont dans la mouvance djihadiste. Le trafic international de migrants (TIM) d'Afrique vers l'Europe a rapporté au crime organisé en 2010, 150 millions de dollars. Ces réseaux acheminent également de la drogue vers l'Europe, l'Egypte et le Moyen Orient, et de la contrebande des produits contrefaits vers l'Afrique subsaharienne. Le chaos libyen a permis l'installation de groupes terroristes liés à l'EI et à Al Quaida, qui ont participé à la déstabilisation du Sahel, mais également le développement d'une économie criminalisée connectée à plusieurs mafias internationales. Lutter contre le crime organisé et le terrorisme au Sahel et en Afrique occidentale sans intégrer l'équation libyenne serait contre-productif. Pour éradiquer les menaces régionales auxquelles fait face le Sahel, il est impératif de mettre fin au chaos dans ce pays et de stabiliser durablement sinon tous les pays frontaliers en particulier le Niger et le Tchad seront en permanence les victimes de ce chaos et la stabilisation du Sahel va ressembler à un combat à la Sisyphe, un éternel recommencement !

IV. LES DÉFIS À RELEVER ET LES OPPORTUNITÉS À SAISIR POUR LUTTER DURABLEMENT CONTRE LE CRIME ORGANISÉ ET LE TERRORISME AU SAHEL

Eradiquer donc les menaces sécuritaires dans le Sahel, n'est pas une entreprise facile. Pour y parvenir, il faut relever plusieurs défis.

4.1. Les défis à relever

Le Sahel a connu un double basculement géopolitique à partir des années 2000 par le biais de deux chocs exogènes : la violence du narcotrafic et celle du terrorisme. Ces deux chocs ont contribué à déstabiliser une région marquée par des fragilités structurelles et la récurrence de conflits armés. Le crime organisé et le terrorisme vont s'enraciner durablement et leur éradication pose de multiples défis aux Etats, les organisations internationales et la communauté internationale mais également aux sociétés, les principales victimes des violences générées par ces deux chocs. Ces défis sont multiples, mais pour l'essentiel, ils s'articulent autour de trois dimensions :

Sécuritaire

La stabilisation du Sahel est le principal défi que les pays de cette région devront relever pour lutter de manière concomitante contre le crime organisé et le terrorisme. Leur expansion a montré soit la faiblesse des systèmes de défense et de sécurité des pays soit leur inadaptation face aux menaces asymétriques. Les initiatives sous régionales comme la FMM ainsi que les interventions étrangères ont permis d'affaiblir les groupes djihadistes, mais ceux-ci gardent leurs capacités de nuisance dans un contexte de menaces asymétriques. La militarisation de la région a montré

ses limites tout comme les réponses exclusivement sécuritaires. Un consensus est en train de se dégager, à la lumière des leçons apprises dans le monde, que pour gagner la lutte contre le terrorisme, il faut s'attaquer à ses racines, à savoir lutter contre les inégalités sociales et de développement à l'intérieur des pays. La militarisation n'est pas la panacée. En Afghanistan, par exemple, le trafic de la drogue a continué malgré la très forte présence des Américains et de l'OTAN, et les Talibans sont de retour.

Social et culturel

Pour venir à bout des groupes terroristes, il faut certes avoir une bonne stratégie militaire, mais la stratégie la plus pérenne, qui consiste à aller aux sources de la question, c'est de lutter contre la radicalisation des jeunes à travers d'une part, un combat contre les interprétations erronées du Coran qui font l'apologie de la violence et de la haine et d'autre part, la formation d'imams et de prédicateurs qui professent un Islam de tolérance et d'ouverture. Ces mesures doivent venir en complément de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques publiques inclusives qui luttent contre les disparités régionales et des inégalités sociales. La pauvreté demeure encore un terrain fertile pour le développement des groupes extrémistes et des réseaux criminels au Sahel. Il faut également travailler à trouver des cadres de concertation consensuelle à l'image de la Haute autorité à la consolidation de la paix (HACP) au Niger. Ce cadre qui intègre en son sein la plupart des leaders locaux du Nord du pays permet de détecter les tensions et d'alerter les autorités sur les risques de conflits. Il permet surtout d'intégrer les leaders locaux dans le processus de pacification du Nord depuis la fin de la rébellion des années 90. Dans un contexte de turbulences au Sahel, de tels cadres de concertation sont plus que jamais nécessaires.

Politique

Lutter efficacement contre la corruption. Si le crime organisé s'est rapidement développé en Afrique et a pu gangrener toutes les sphères de la société, c'est à cause de la corruption. Il est illusoire d'éradiquer totalement le crime organisé en Afrique de l'Ouest et au Sahel mais, on peut le contenir, le combattre efficacement si une volonté politique forte existe à l'intérieur de chaque Etat, sinon, les réseaux vont continuer à évoluer dans le vaste espace ouest africain et sahélien et l'économie criminelle va saper les fondements des Etats et des sociétés. Certains Etats vont devenir à la longue des narco-Etats et cela va accentuer la fragilité de plusieurs pays et la déstabilisation de la région. Les connexions entre crime organisé et terrorisme vont continuer à se renforcer et ce malgré la militarisation du Sahel.

4.2. Les opportunités à saisir pour lutter durablement contre le crime organisé et le terrorisme au Sahel

Malgré la gravité des tendances lourdes évoquées, ci-dessus, à savoir le crime organisé et le terrorisme, il existe de véritables opportunités pour les infléchir durablement et construire la paix dans le Sahel. Ces deux chocs exogènes ont certes contribué à déstabiliser cette région, mais il existe des germes de changements à saisir et à exploiter. En effet, il existe de plus en plus une prise de conscience chez la plupart des acteurs sahéliens (gouvernements, société civile, patronat, FDS, jeunes...) sur la nécessité de combattre sérieusement ces deux menaces. Après les attentats de Ouagadougou (Burkina Faso) et celui de Grand Bassam (Côte-D'Ivoire), on a assisté à une accélération de cette prise de conscience. Cela s'est traduit par des actions concrètes allant au partage de renseignements et une plus grande

coopération entre les services chargés de traquer les terroristes. Les décideurs et les citoyens savent désormais que tous les pays de l’Afrique de l’Ouest sont vulnérables et que le terrorisme n’est pas seulement confiné dans quelques pays sahéliens. Les populations prennent plus au sérieux cette menace.

On note également la même prise de conscience sur la nécessité de lutter contre le crime organisé au niveau des structures nationales et sous régionales sous l’impulsion d’entités comme le GIABA et l’ONUDC, qui essaient par plusieurs modalités de renforcer les capacités sous régionales pour contenir le crime organisé et affiner les réponses nationales en fonction de chaque situation. Là aussi, pour lutter efficacement contre ce fléau, il faut une approche régionale tant au plan judiciaire, politique, sécuritaire que social. C’est une opportunité à renforcer pour lutter durablement contre ces deux menaces, car les réponses nationales, en la matière, ont largement montré leurs insuffisances. Aucun Etat de la sous-région ne peut à lui seul venir à bout de ces deux menaces, car terrorisme et crime organisé se déploient dans des espaces transnationaux à travers des réseaux et des cellules, qui transcendent les frontières nationales.

V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

5.1. Conclusion

Le Sahel, trait d’union et de brassages entre l’Afrique subsaharienne et l’Afrique du Nord, fait face depuis bientôt deux décennies à des chocs exogènes, qui renforcent sa vulnérabilité et ses fragilités structurelles. L’expansion du crime organisé et du terrorisme ont bouleversé ses équilibres sociaux. Il est devenu un maillon important de la géopolitique du crime organisé. Les routes, qui ont fait jadis sa prospérité, sont devenues les principaux supports pour enraciner l’économie criminelle dans cette partie du continent, qui a trouvé une zone d’éclosion dans des espaces frontaliers où la présence des Etats est réduite pour ne pas dire inexistante. Le délaissement des régions sahéliennes pendant plusieurs années par les pays nouvellement indépendants a eu comme conséquence majeure un appauvrissement des populations et leurs déconnexions des circuits formels de l’économie dominée par les principaux centres urbains. Trafics, banditismes et crimes organisés ont pu prospérer dans ces zones, qui sont devenues les principaux lieux de prédilection et de déploiement des réseaux criminels transnationaux. Le déploiement des réseaux de narcotrafic dans le Sahel va faire de cette région une plaque tournante du commerce mondial des stupéfiants.

Parallèlement à cette mutation, le Sahel va devenir le champ d’extension du djihadisme après l’échec du salafisme belliqueux en Algérie à la fin des années 90. Ce deuxième choc exogène va constituer au fil des années une menace sécuritaire forte pour les pays de la région et de toute l’Afrique de l’Ouest surtout après les bouleversements géopolitiques consécutifs à la chute de Kadhafi en 2011. Les connexions entre groupes terroristes et réseaux du crime organisé se renforcent avec l’appui de groupes communautaires

et les effets dévastateurs de la corruption sur les élites et certains éléments des FDS. La militarisation en cours dans le Sahel a certes affaibli ces connexions, mais on assiste à l'émergence de nouvelles stratégies d'adaptation et l'apparition d'itinéraires pour continuer les trafics illégaux et criminels.

La persistance de ces deux tendances lourdes a permis de mettre sur pied des stratégies régionales pour venir à bout du crime organisé et du terrorisme, cependant beaucoup de choses restent à faire notamment en matière d'adaptation des FDS des pays de la région pour faire face aux menaces asymétriques. Dans ce cadre, il faut éviter de tomber dans le piège du tout sécuritaire. Des défis majeurs doivent être relevés pour gagner ce combat. Il faut d'abord lutter contre la corruption qui gangrène souvent les sphères de décision et s'attaquer aux causes profondes qui favorisent la naissance du radicalisme religieux et le terrorisme, à savoir la pauvreté et le manque d'intégration sociale. Ce sera un combat de longue haleine, qui devra être mené à travers des stratégies plausibles et consensuelles dans le court, moyen et long terme. Les recommandations, ci-dessous, pourront servir à l'élaboration desdites stratégies ou à leur renforcement.

5.2. Recommandations

Aux gouvernements de la sous-région, PTF et organisations sous-régionales d'intégration économique

1. Renforcer les capacités d'intervention des FDS pour sécuriser les zones frontalières, qui sont de véritables passoires et des zones de développement de tous les trafics illicites. Des programmes dédiés pour sécuriser les zones frontalières devront être élaborés. Les PTF doivent financer de tels programmes

qui vont participer à la stabilisation desdites zones. Ces programmes devraient comporter un volet activités génératrices de revenus (AGR) pour les jeunes.

Aux gouvernements de la sous-région et la CEDEAO

2. Harmoniser les législations des pays de l'espace CEDEAO en matière de lutte contre les trafics illicites et le crime organisé. Il faut que l'application des normes juridiques soit identique dans tous les pays sahéliens et de l'espace CEDEAO.
3. Renforcer les capacités des FDS notamment les services de douane et de police pour démanteler les réseaux de trafics illicites en termes de matériel de détection des produits illicites, de surveillance des zones à risque. Parallèlement à ce renforcement des capacités, la coopération sous-régionale entre ces services devra être renforcée.
4. Appliquer les sanctions prévues par les législations des différents pays en matière de corruption, de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. L'impunité encourage le développement du crime organisé en Afrique.
5. Adopter dans tous les pays du Sahel et de l'espace CEDEAO des lois consensuelles sur le financement des partis politiques et des élections avec des décrets d'application précis notamment en matière de sanctions contre les fautifs. Le processus de démocratisation en cours en Afrique de l'Ouest et au Sahel risque d'être compromis à cause du financement de certains acteurs politiques par les organisations criminelles.
6. Renforcer les capacités défensives des pays sahéliens frontaliers de la Libye afin d'éviter le repli des groupes affiliés à l'EI et à Al Quaida vers le Sud en cas de règlement de la crise libyenne.

7. Initier des plans d'aménagement du territoire dans tous les pays sahéliens pour corriger les disparités de développement entre les régions périphériques et les régions dites «favorisées». Ces programmes devront être accompagnés de plans de mise en œuvre avec des activités programmées dans le court, moyen et long terme pour lutter contre la pauvreté et exploiter les potentialités économiques, sociales et culturelles des régions périphériques. Une attention particulière devra être accordée au Nord du Mali, Niger, qui sont des bastions des mouvements rebelles depuis l'accession de ces pays à l'indépendance en 1960.
8. Proposer des AGR aux populations pour qu'elles ne coopèrent pas avec les criminels et encourager les leaders communautaires à ne pas coopérer avec les réseaux de trafics illicites.
9. Encourager le dialogue et la concertation avec les populations locales afin de les dissuader à participer à des activités criminelles. Eviter la répression systématique, elle a souvent des effets contreproductifs sur le plan politique et social.
10. Encourager le dialogue et la coopération entre les Etats sahéliens en mettant en place un mécanisme de sécurité transfrontalière.

Aux PTF et organisations sous-régionales d'intégration économique

11. Harmoniser les différentes « stratégies et initiatives Sahel » des PTF afin d'éviter les duplications en matière de lutte contre le terrorisme et le crime organisé au Sahel. Ces stratégies devraient appuyer les initiatives régionales en la matière et non se subsister à elles.

NOTES

1. Le Sahel est la partie de l'Afrique située entre le Sahara et la partie tropicale du continent. Il s'étend de la Mauritanie à la Somalie. Dans cette étude, nous nous sommes limités à sa partie occidentale, qui va de la Mauritanie au Tchad.
2. La Convention des Nations unies sur le crime transnational de 2003 précise qu'une infraction est de nature transnationale si, elle a été commise dans plus d'un État. Il y a plusieurs définitions du terrorisme et il existe 18 instruments juridiques au plan mondial pour lutter contre le terrorisme. Le terrorisme comme peut être défini comme un ensemble d'actes de terreur contre des populations civiles et des représentants d'un Etat à des fins politiques ou religieuses par une organisation pour renverser un ordre politique établi sans le consentement de ses citoyens.
3. Le Mali a adopté en 2016 la loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la même année, le Burkina a adopté la loi relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
4. Parmi la multitude de stratégies-Sahel, on peut citer entre autres : la Stratégie intégrée du Système des Nations unies pour le Sahel, la Stratégie pour la sécurité et le développement au Sahel de l'Union européenne, la Stratégie de la CEDEAO pour la Sahel, etc.

BIBLIOGRAPHIE

1. Ammour, L (2012) : *La coopération de sécurité au Maghreb et au Sahel : l'ambivalence de l'Algérie*, no 18/février 2012 bulletin de la sécurité africaine, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, Washington
2. Ammour, L (2009) *Flux, Réseaux et Circuits de la Criminalité Organisée au Sahel et en Afrique de l'Ouest*, Cahiers du CEREM spécial Sahel, n° 13, décembre
3. Antil, A (2009) *Contrôler les Trafics ou Perdre le Nord*, Notes sur les Trafics en Mauritanie, Note de l'IFRI, Programme Afrique Subsaharienne, www.ifri.org/files/Afrique/Les_trafics_en_Mauritanie_final.pdf (accessed 12 June 2012)
4. Antoinet, J (2016) : *Les réseaux criminels en Afrique : création et enjeux géopolitiques*. <https://www.diploweb.com/Les-reseaux-criminels-en-Afrique.html>
5. GAFI GIABA (2013) : *Financement du terrorisme en Afrique de l'Ouest*
6. Garcia, B (2013) : *Djihadistes ou « narco-islamistes » ? Le Sahel au coeur de tous les trafics*, Institut Jacques Berque, Moyen-Orient 20, Rabat
7. Gaye, A, 2015 : *Boko Haram et le Wahabisme*, revue Sahara Afrique, numéro 41
8. Maïga, S (2017) : *Les trafics, « ressources financières » pour Boko Haram*, <http://www.rfi.fr/emission/20160614-boko-haram-soumeylou-boubeye-maiga-niger-mali-ua-terrorisme-ei>
9. Mémier, M (2017) *AQMI et AL-Mourabitoun. Le djihad sahélien réunifié?* IFRI
10. Ostebo, T, 2012: *Islamic Militancy in Africa*, Africa Security Brief, no 23, Washington
11. ONUDC (2013) : *La criminalité transnationale organisée dans la région d'Afrique de l'Ouest*. Une évaluation des menaces, Vienne
12. ONUDC (2016) : *Programme régional pour l'Afrique de l'Ouest 2016-2020*
13. ONU (2004) : *Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et les protocoles s'y rapportant*, Vienne
14. Pellerin, M (2017) : *Les trajectoires de la radicalisation religieuse au Sahel*, IFRI, OCP Policy Center
15. Pellerin, M, Guichaoua, Y (2017) : *Pourquoi le Niger s'en sort mieux que le Mali*. http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/08/11/crise-au-sahel-pourquoi-le-niger-s-en-sort-mieux-que-le-mali_5171344_3212.html

16. Peduzzi, J 2010, « *Physionomie et enjeu des trafics dans la bande sahélo-saharienne* », Note de l'IFRI
17. Sambe, B, 2015 : *Boko Haram. Du problème nigérian à la menace régionale*, Editions Timbuktu, Dakar.
18. Seignobos, C : *Tout comprendre de la stratégie de Boko Haram dans le Lac Tchad*, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/04/29/et-si-boko-haram-faisait-du-lac-tchad-son-sanctuaire-tout-comprendre-de-la-strategie-des-terroristes_4911132_3212.html
19. Serge, D : *Les mafias du Mali : Trafics et terrorisme au Sahel*, paris, Descartes et Cie 2014
20. Serge, D : *AQMI, l'industrie de l'enlèvement*, Paris, Fayard, 2012
21. Serge D : *Les routes clandestines, l'Afrique des immigrés et des passeurs*, Paris, 2008, Hachette
22. Sidibé, K (2012): *Security management in Northern Mali: criminal networks and conflict resolution mechanism*, Brighton, IDS
23. Thurston, A, 2016: *The disease in unbelief. Boko Haram's religious and political worldview*, Brooking Institute, Washington, Analysis paper no 22.
24. Vircoulon, T (2017) : *L'inflation des législations anti-terroriste en Afrique*, Paris, Rames, un monde de ruptures.
25. Zein, J, Barkindon, A, Heras, N, 2013: *The ideological evolution of Boko Haram in Nigeria*. Merging local salafism and international jihadism, The Rusi journal
26. Zeini, M (2014) : *La problématique de la criminalité transfrontalière et le contrôle démocratique du secteur de sécurité*, Friedrich Ebert Stiftung
27. WACD (2014) : *Pas seulement une zone de transit*, Drogues, Etat, Société en Afrique de l'Ouest.
28. Entrevue réalisée à Bamako le 27 septembre 2017
29. Entrevue réalisée à Dakar le 10 aout 2017

Séries FES sur la Paix et la Sécurité en Afrique No. 29

A propos des Séries FES sur la Paix et la Sécurité en Afrique

Le manque de sécurité est l'un des principaux obstacles au développement et à la démocratie en Afrique. L'existence de conflits violents prolongés ainsi que le manque de responsabilisation du secteur de la sécurité dans de nombreux pays remettent en question la coopération dans le domaine du secteur de la sécurité. La récente mise en chantier d'une Architecture de paix et de sécurité en Afrique fournit le cadre institutionnel pour promouvoir la paix et la sécurité.

A propos de la publication

Le Sahel est confronté depuis plusieurs années à une série de menaces dont le terrorisme islamiste, les trafics illicites et la criminalité organisée. Ces menaces ont contribué à déstabiliser cette région et accentué la fragilité de certains Etats. Cette situation aggrave le climat d'insécurité et accentue davantage les risques d'instabilité non propice au développement socio-économique des pays de l'espace sahélien. C'est dans ce contexte que prospèrent également les groupes djihadistes et réseaux du crime organisé. Ces réseaux se développent grâce à la complicité ou la participation d'acteurs locaux, qui tirent profit de trafics illicites, dans ces zones où l'Etat est faiblement représenté et éprouve du mal à contrôler ses frontières. On as-

En tant que Fondation politique attachée aux valeurs de la démocratie sociale, la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) vise à renforcer l'interface entre la démocratie et la politique de sécurité. La FES facilite donc le dialogue politique sur les menaces à la sécurité et les réponses qui y sont apportées au plan national, régional et continental. Les Séries FES sur la Paix et la Sécurité en Afrique cherchent à contribuer à ce dialogue en faisant des analyses pertinentes, largement accessibles.

siste ainsi à une convergence d'intérêts et des liens intrinsèques sont tissés entre ces différents acteurs pour faire prospérer leurs affaires et pour le contrôle d'espaces et de routes stratégiques. Cette juxtaposition des intérêts rend plus complexe la recherche d'une paix et d'une stabilité durables, car plusieurs dynamiques cohabitent dans un même espace avec des intérêts interconnectés.

A travers une approche multidisciplinaire qui tient compte des aspects socio-politiques et économiques, la présente étude cherche à mieux élucider la nature profonde des relations entre crime organisé et terrorisme et à analyser l'impact de leurs activités sur les Etats et les communautés locales dans un contexte de bouleversements politiques et sociaux majeurs dans le Sahel.

